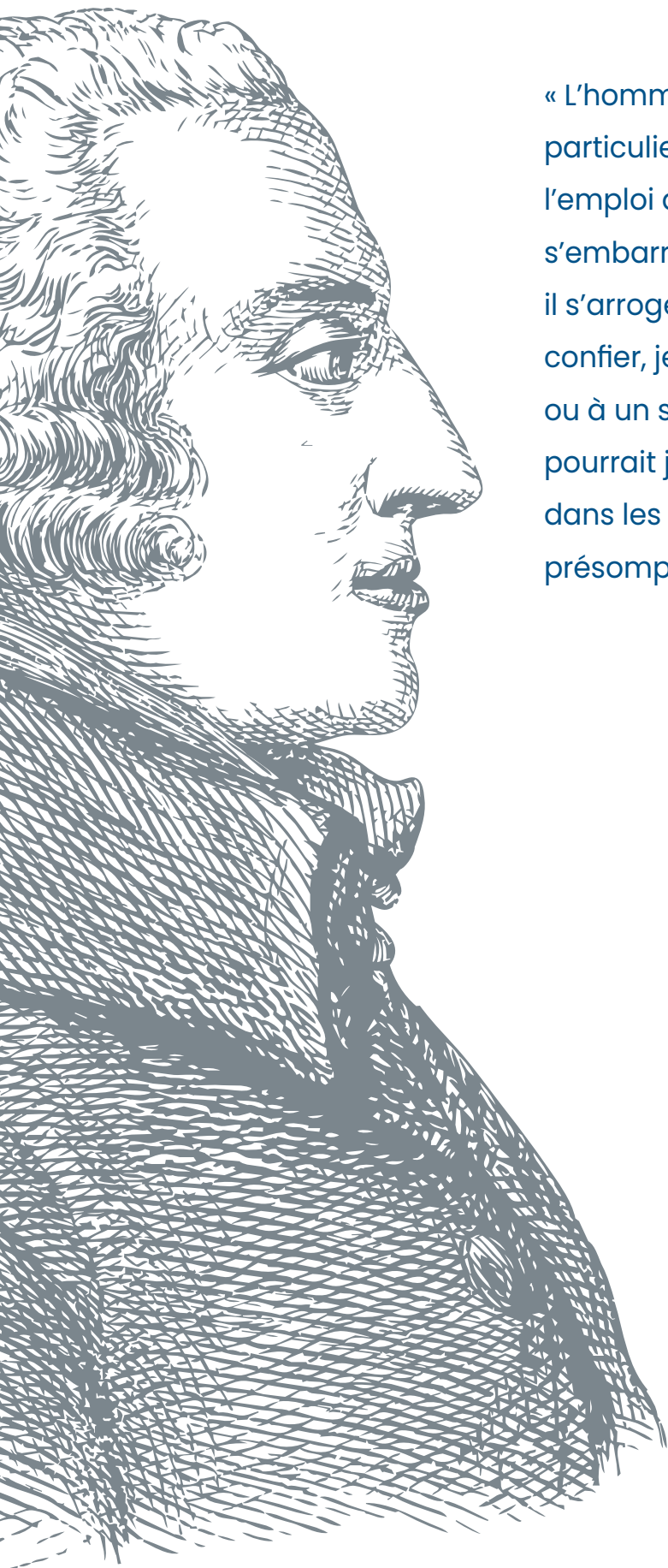


# RAPPORT ANNUEL



**IEDM**

Des idées  
pour une société  
plus prospère



« L’homme d’État qui chercherait à diriger les particuliers dans la route qu’ils ont à tenir pour l’emploi de leurs capitaux, non seulement s’embarrasserait du soin le plus inutile, mais encore il s’arrogerait une autorité qu’il ne serait pas sage de confier, je ne dis pas à un individu, mais à un conseil ou à un sénat, quel qu’il pût être; autorité qui ne pourrait jamais être plus dangereusement placée que dans les mains de l’homme assez insensé et assez présomptueux pour se croire capable de l’exercer. »

**- Adam Smith (1723-1790)**

Figure de proue du siècle des Lumières écossaises, le philosophe Adam Smith est souvent présenté comme le fondateur de la science économique moderne et du libéralisme classique. Si ses travaux sur l’économie bénéficient d’une plus grande notoriété — on se souvient généralement de la main invisible du marché, bien que celle-ci ne soit mentionnée indirectement qu’une seule fois dans son œuvre — son influence sur la philosophie morale ne doit pas être sous-estimée.

Alors que 2023 marquait le 300<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, l’IEDM ne saurait passer sous silence son immense contribution au monde. Après tout, une bonne partie de nos activités repose sur les bases qu’il a jetées et sur le travail de ceux et celles qui se sont appuyés sur ces bases pour créer notre conception moderne de l’économie.

Encore aujourd’hui, la mise en garde de Smith à l’égard de ceux et celles qui cherchent à contrôler les autres dans l’utilisation de leurs ressources reste d’actualité et continue de nous inspirer dans le travail que nous accomplissons jour après jour.



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

## PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Hélène Desmarais

## ADMINISTRATEURS

Nathalie Elgrably-Lévy

Vincent Geloso

Philip Infilise

Michel Kelly-Gagnon

Tasha Kheiriddin

Guillaume Marion

Marc Meunier

Caroline Montminy, CFA

François Morin

Guillaume Pelegrin

David Salerno

Pierre Simard

Claude Thibault

Magatte Wade

# BUREAU DES GOUVERNEURS

Randall Birks

Eric Boyko

Reuven Brenner

L'honorable Baljit S. Chadha, c.p.

Mario Charpentier

Stéphan D. Crétier

Jean-Guy Desjardins

Nicola Di Iorio, Ad. E.

Daniel R. Dorey, MBA

Marcel Dutil, C.M.

Richard Garneau

François Hudon

George F. Lengvari Jr.

Bernard Lord

Reford MacDougall, C.M.

Dr Eleanor Nicholls

Adrien D. Pouliot

Yves Rabeau

Maureen Sabia

Guy Tremblay

# L'ÉQUIPE

RENAUD  
**BROSSARD**



VICE-PRÉSIDENT,  
COMMUNICATIONS

DANIEL  
**DUFORT**



PRÉSIDENT ET  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

BRADLEY  
**DOUCET**



RÉVISEUR ET  
TRADUCTEUR

NATHALIE  
**ELGRABLY-LÉVY**



ÉCONOMISTE  
SENIOR

EMMANUELLE  
**B. FAUBERT**



ÉCONOMISTE

VINCENT  
**GELOSO**



ÉCONOMISTE  
SENIOR

CAROLE  
**FISET**



COORDONNATRICE,  
DÉVELOPPEMENT ET  
ADMINISTRATION

GABRIEL  
**GIGUÈRE**



ANALYSTE EN  
POLITIQUES PUBLIQUES

MICHEL  
**KELLY-GAGNON**



PRÉSIDENT-FONDATEUR

VALENTIN  
**PETKANTCHIN**



VICE-PRÉSIDENT,  
RECHERCHE

CÉLIA  
**PINTO MOREIRA**



ANALYSTE EN  
POLITIQUES PUBLIQUES

KRYSTLE  
**WITTEVRONGEL**



ANALYSTE SENIOR EN  
POLITIQUES PUBLIQUES ET  
LEADER DU PROJET ALBERTA



# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

HÉLÈNE DESMARAIS



L'inflation, les taux d'intérêt et les finances publiques ont continué de dominer l'actualité économique en 2023 et ce sera sans doute encore le cas en 2024. Même si le taux d'inflation au Canada est redescendu à un niveau moins alarmant, la situation est loin d'être rose. Les ménages canadiens ont la triste caractéristique d'être les plus endettés des pays du G7. En plus d'avoir subi une baisse importante de leur pouvoir d'achat, ceux qui ont dû renouveler leur prêt hypothécaire ont également subi un choc financier, dans un marché immobilier toujours en surchauffe.

Les ménages ne sont pas seuls à s'endetter. Nos gouvernements, tant à Québec qu'à Ottawa, continuent d'écrire leurs budgets à l'encre rouge. Au moment d'écrire ces lignes, tout indique que le retour à l'équilibre budgétaire demeure une cible lointaine, alors que les dépenses publiques continuent de grimper en flèche. Tout cela se produit alors que des économistes de banques canadiennes pointent du doigt les déficits gouvernementaux pour leur contribution à l'inflation, émettent de plus en plus de réserves quant à la direction des politiques publiques et voient perdurer notre retard en matière de productivité.

Cela montre bien toute l'importance du travail de l'IEDM sur la question des finances publiques et de son constant plaidoyer, depuis un quart de siècle, en faveur d'une gestion plus rigoureuse et serrée à tous les paliers de gouvernement. On ne répétera jamais assez qu'il est impossible d'améliorer de façon durable les services à la population à moins que les finances publiques ne soient saines.

Si les nouvelles positives se font rares du côté de l'économie, c'est tout le contraire pour notre organisation. En 2023, l'IEDM a connu une transition réussie sur le plan de son leadership, avec l'entrée en fonction de Daniel Dufort comme PDG de l'organisation en avril et la transition de Michel Kelly-Gagnon, son dirigeant de longue date, vers le rôle de président fondateur. Un changement de leadership est une opération délicate dans toute organisation. L'IEDM a non seulement très bien su gérer cette transition, mais a même connu une année record à bien des égards, comme l'expliquera Daniel dans son message du PDG, qu'il signe pour la première fois dans ce rapport annuel. C'est tout à l'honneur de l'équipe de l'IEDM!

Bon nombre de projets de réforme des politiques publiques sont en cours, et les chercheurs de l'IEDM participent activement aux débats qui les entourent, en fournissant des analyses et des données objectives et pertinentes. Le Québec et l'Alberta, par exemple, ont de plus en plus recours à des cliniques indépendantes dans la prestation des soins de santé, un dossier dans lequel nous sommes intervenus à plusieurs reprises. À Ottawa, la refonte de la Loi sur l'évaluation d'impact déterminera s'il est encore légalement et financièrement possible de développer de grands projets afin de mettre en valeur nos ressources naturelles et de transporter notre énergie. Nos chercheurs ont également fait des propositions concrètes pour augmenter le nombre de mises en chantier et répondre à la hausse rapide des prix du logement.

Notre capacité à intervenir sur ces sujets et bien d'autres dépend entièrement de la générosité de nos donateurs, dont nous gérons les dons philanthropiques avec grande prudence et efficacité. Après une année difficile en 2022, où nous avons connu un déficit d'opération, la direction a mis en œuvre un plan de redressement, tel que promis dans le rapport annuel de l'année dernière, qui porte ses fruits. Je vous invite à renouveler votre appui cette année, pour que nous puissions

continuer à influencer positivement les politiques économiques au Canada en cette période d'incertitude grandissante.

En terminant, je voudrais souhaiter la bienvenue à deux nouveaux membres de notre conseil d'administration, Guillaume Pelegrin, associé chez Fasken, ainsi que Tasha Kheiriddin, commentatrice politique et consultante en affaires publiques. Je remercie également pour leur contribution Anne Fortier, auteure, et Nicola Di Iorio, ex-député fédéral et associé chez DS Avocats, qui ont quitté le conseil d'administration cette année.

C'est enfin avec une grande tristesse que nous avons appris en septembre le décès d'un des piliers de l'IEDM, Léon Courville. Ancien économiste en chef et président de la Banque Nationale, il avait passé les dernières décennies à faire fructifier le vignoble qu'il avait fondé à Lac-Brome et à s'impliquer activement dans le développement de la viticulture au Québec. Léon a siégé plus d'une décennie au conseil d'administration de l'IEDM et a été l'un des plus grands supporters de notre organisation depuis ses tout débuts.

*Aéline Desmarais*





# MESSAGE DU PRÉSIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL

DANIEL DUFORT



Je suis très honoré de m'adresser à vous, amis et donateurs de l'IEDM, et de signer pour une première fois le rapport annuel de notre organisation. Comme l'a noté Mme Desmarais, présidente du conseil d'administration, dans son message, les changements de leadership provoquent parfois des remous dans une organisation. Grâce à l'aide de mon prédécesseur, Michel Kelly-Gagnon, à mes années d'implication au sein de l'organisation, mais surtout au travail de notre équipe, la transition s'est faite tout en douceur et nous avons connu une année 2023 exceptionnelle à bien des égards.

Il faut dire que l'IEDM bénéficie de fondations extrêmement solides. J'ai pris la tête d'une organisation en excellente santé, dotée d'une équipe de recherche talentueuse, d'un financement stable, d'une réputation bien établie et d'une capacité de communication et d'intervention médiatique dans les deux langues officielles sans égale au Canada pour un institut de recherche comme le nôtre.

On doit bien sûr cette performance à la gestion exemplaire de celui qui a dirigé l'IEDM pendant la majeure partie de son existence, Michel Kelly-Gagnon, que je remercie pour son appui constant

pendant et depuis cette transition. Comme il l'avait annoncé l'année dernière, Michel ne nous a pas quittés, mais occupe d'autres fonctions au sein de l'organisation. En tant que président-fondateur, il se concentre sur le développement de nos activités et de notre présence en Alberta, où il a entrepris une nouvelle étape de sa vie personnelle et professionnelle depuis l'été 2023. Cette province, grâce à son dynamisme économique, mais aussi parce qu'elle est un laboratoire de politiques publiques avant-gardistes, est l'un des endroits au Canada où nos travaux trouvent un écho particulier.

Bien qu'officiellement fondé plusieurs années plus tôt, l'IEDM n'a débuté ses activités régulières qu'en 1998, lorsque Michel a pris les rênes des opérations et a commencé à lever activement des fonds pour embaucher d'autres employés et produire du contenu. L'année 2023 marquait donc notre 25<sup>e</sup> anniversaire. Nous en avons profité pour souligner l'occasion par un événement de prestige, où plusieurs de nos amis de longue date se sont réunis lors d'un souper avec notre invité d'honneur, le 22<sup>e</sup> premier ministre du Canada, le très honorable Stephen Harper.

Un quart de siècle, c'est un jalon important! Et quel chemin nous avons parcouru en 25 ans d'activité! La première année pour laquelle nous disposons de statistiques complètes est l'an 2000. Depuis lors, notre budget annuel est passé d'environ 600 000 \$ à 3,22 millions \$. En 2000, nous avons produit 12 publications, contre 36 l'année dernière. Outre ces publications traditionnelles, notre équipe a lancé 4 sondages, 65 textes d'opinion, 16 communiqués de presse ad hoc et 8 courtes vidéos – autant de produits inexistantes en 2000. Grâce à toutes ces activités, l'IEDM a été mentionné 9834 fois dans les médias en 2023 (la 2<sup>e</sup> meilleure année de notre histoire), contre seulement 175 fois en 2000.

J'aimerais maintenant vous faire part d'un nouveau projet de longue haleine de l'IEDM qui me tient beaucoup à cœur : le programme Liberté et leadership. Cette initiative, que nous sommes en train de développer et qui se concrétisera en 2024, jettera les bases nécessaires à la mise en œuvre de politiques publiques saines dans les décennies à venir, j'en suis convaincu.

Les leaders de demain sont aujourd'hui sur les bancs d'école. Ils y apprennent nombre de connaissances techniques, mais consacrent trop peu de temps à l'étude des idées qui permettent à nos sociétés de fonctionner et de prospérer. Il s'agit ici notamment des notions de libre marché, de droits de propriété, de concurrence, d'entrepreneuriat, d'innovation, de saine gestion des finances, de primauté du droit et d'État limité. En bref, ce sont là les notions de base du libéralisme classique. En introduisant le programme Liberté et leadership, nous souhaitons pallier cette carence et former la prochaine génération de leaders pour qu'ils connaissent et comprennent mieux l'importance de ces notions.

Notre approche sera progressive. D'abord, un séminaire d'été proposant des conférences données par des économistes, des juristes et d'autres experts en politiques publiques se tiendra chaque année, auquel participera une cohorte annuelle d'une cinquantaine d'étudiants de niveau collégial et universitaire. Ce séminaire nous permettra de repérer les candidats les plus prometteurs, parmi lesquels une quinzaine prendront part à des stages au sein d'organisations comme l'IEDM. Enfin, les six participants présentant le plus grand potentiel bénéficieront d'un programme de mentorat aux côtés de figures de proue d'organisations faisant la promotion du libéralisme classique et de l'économie de marché.

Pour assurer la pérennité des principes qui sont le fondement même des sociétés libérales occidentales, il est essentiel de former ceux et celles qui les défendront et les appliqueront concrètement dans les années à venir, que ce soit en travaillant directement à la conception de politiques publiques au sein d'un futur gouvernement, ou dans d'autres domaines où ils et elles exerceront une influence sur ces politiques. Je vous invite à me contacter directement si vous souhaitez contribuer au succès de ce projet, qui nécessitera des ressources humaines et financières considérables pour être mené à bien.

L'explosion des prix du logement au Canada a sans aucun doute été l'un des enjeux de politiques publiques les plus discutés en 2023, et l'IEDM n'est pas resté en marge. Le logement, comme tout autre marché, répond aux lois de l'offre et de la demande. Lorsque la demande croît plus rapidement que l'offre, les prix augmentent. Dans ce contexte, les nombreuses entraves bureaucratiques à la construction de nouveaux logements n'ont pas du tout aidé.



Nos chercheurs ont signé plusieurs publications, articles et mémoires à ce sujet, en plus de participer aux consultations prébudgétaires de la Ville de Montréal et à des rencontres avec des décideurs de tous les paliers de gouvernement. Nous avons plaidé pour un allègement de la réglementation, laquelle nuit à la rentabilité et à la viabilité de nombreux projets de construction de logements. Ces publications et activités ont généré plus de 600 mentions médiatiques, ainsi qu'une mention dans le court documentaire «Housing Hell» du chef de l'opposition officielle à Ottawa, Pierre Poilievre.

Un autre important dossier qui a marqué nos activités en 2023, et qui aura un impact incontournable sur notre prospérité, est celui du manque d'électricité au Québec. En effet, si l'on se fie aux prévisions actuelles, Hydro-Québec ne produira pas suffisamment d'électricité au cours des années à venir pour subvenir aux besoins croissants créés par le développement de notre économie et de nos régions. Dans leurs interventions, nos chercheurs ont montré l'importance de conserver un bouquet énergétique diversifié, incluant notamment le gaz naturel, l'une des richesses naturelles les plus abondantes au Canada. Nous avons défendu la nécessité d'augmenter l'approvisionnement, notamment par une plus grande ouverture à la production indépendante d'électricité, en dehors du quasi-monopole d'Hydro-Québec.

Du côté de l'Alberta, notre implication active dans les débats s'est concrétisée par la participation de Michel Kelly-Gagnon à un panel dirigé par Preston Manning sur les réformes à apporter au système de santé. Le rapport qui en a découlé recommande notamment l'implantation du financement à l'activité dans le système hospitalier; l'élargissement du champ de pratique des infirmières praticiennes spécialisées; et le renforcement du rôle des pharmaciens dans le système de santé de façon à augmenter les services et à réduire l'attente.

Ces recommandations rejoignent celles formulées par nos chercheurs depuis de très nombreuses années dans une multitude de publications, la réforme du système de santé figurant parmi les principaux champs d'intérêt de l'IEDM depuis le début des années 2000. Déjà, le gouvernement albertain a donné suite à ce rapport en s'engageant à ouvrir des cliniques dirigées par des infirmières praticiennes spécialisées et en multipliant les sorties publiques quant à la nécessité d'élargir le rôle et les responsabilités des pharmaciens.

Vous constaterez dans les pages qui suivent que nos chercheurs ont abordé de nombreux autres sujets d'actualité. Notre objectif demeure toujours de proposer des données pertinentes et des analyses cohérentes fondées sur les enseignements de la science économique, tout en nous impliquant le plus possible dans les débats qui font l'actualité, de façon à alimenter la couverture médiatique et à susciter l'intérêt des Canadiens qui suivent ces débats.

Notre équipe a bénéficié en 2023 du retour de l'un de nos talentueux jeunes analystes, Gabriel Giguère. Gabriel avait d'abord été embauché comme stagiaire en 2021, après l'obtention de sa maîtrise en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Il est rapidement devenu un employé permanent en tant qu'analyste en politiques publiques. Après une absence d'un peu moins d'un an, il est de retour en poste depuis avril dernier et se spécialise notamment dans les dossiers touchant l'énergie et le logement. Nous sommes très heureux de son retour parmi nous.

Pour terminer, je remercie chaleureusement tous ceux et celles qui croient en notre mission et qui renouvellent leur appui année après année, dans certains cas depuis un quart de siècle! Grâce à vous, je suis persuadé que l'IEDM continuera de façonner les débats publics au Québec et dans l'ensemble du Canada, et demeurera une voix forte pour défendre les idées qui font prospérer notre société.



# LES INTERVENTIONS DE L'IEDM EN CHIFFRE

9834  
MENTIONS  
MÉDIATIQUES



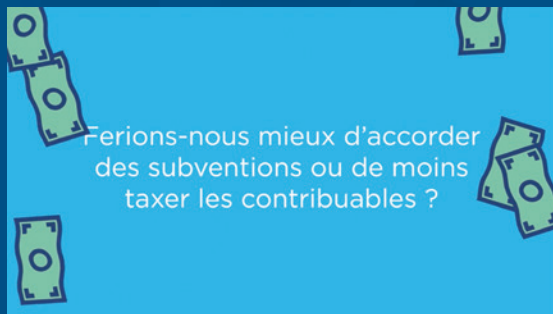
28  
PUBLICATIONS



8  
MÉMOIRES



8 COURTES VIDÉOS



4 SONDAGES



65 TEXTES D'OPINION



16 COMMUNIQUÉS DE PRESSE AD HOC





# INTERVENTIONS MÉDIATIQUES CLÉS

THE CANADIAN PRESS 

## 'MADE-IN-CANADA SYSTEM' KEEPS EGG SUPPLY STABLE. BUT IS IT ALSO KEEPING PRICES HIGH?

« "When prices are already among the highest in the world, it's no surprise our prices didn't spike as much," said Krystle Wittevrongel, a senior policy analyst with the Montreal Economic Institute. »

3 février 2023

LEDEVOIR

## L'ATTENTE TYPIQUE AUX URGENCES S'EST RALLONGÉE DE 40 MINUTES EN QUATRE ANS

« Si on inclut seulement les patients sur civière, l'attente est encore plus longue. Par rapport à 2018, la durée médiane de leur séjour s'est rallongée de deux heures, pour atteindre 11 heures et 19 minutes, révèle l'analyse de l'IEDM. »

9 mars 2023

AP

## BOTTOMLESS SUPPLY? CONCERNS OF LIMITED CANADIAN HYDROPOWER AS U.S. SEEKS TO DECARBONIZE GRID

« A study published in May by the Montreal Economic Institute predicted that Quebec, now home to one of the world's largest hydroelectric systems, will over the next decade fall short of the generating capacity needed to meet increasing demand for power in the province. »

7 juin 2023

jdm

## LOGEMENT : LE GRAND MONTRÉAL LOIN DE LA CIBLE DE RETOUR À L'ABORDABILITÉ

« "Essentiellement, il aura fallu cinq mois pour démarrer autant de chantiers résidentiels dans la région métropolitaine que ce qu'on aurait dû démarrer en 52 jours", a indiqué Gabriel Giguère, analyste en politiques publiques à l'IEDM. »

30 juin 2023

THE GLOBE AND MAIL 

## QUEBEC AIMS TO DOUBLE EV INDUSTRY WINS AFTER NORTHVOLT DEAL

« "Quebec's economic development and prosperity didn't come about as a result of subsidies, but rather in spite of them," said Emmanuelle Faubert, an economist with [the MEI]. »

29 septembre 2023

LA PRESSE

## BUDGET 2024 DE MONTRÉAL – UN BUDGET PRÉOCCUPANT POUR LE MILIEU DES AFFAIRES

« "La Ville ferait mieux de revoir ses dépenses en termes de rémunération ; à la place on voit une augmentation nette d'environ 400 nouveaux postes", critique Gabriel Giguère, analyste en politiques publiques à l'Institut économique de Montréal. »

16 novembre 2023

# MÉMOIRES ET RAPPORTS GOUVERNEMENTAUX EN 2023

L'équipe de l'IEDM met régulièrement son expertise et ses recherches à la disposition des décideurs de toutes allégeances politiques et de tous les paliers de gouvernement. À cette fin, nous avons rédigé un grand nombre de mémoires et de rapports pour des instances gouvernementales en 2023. Nous avons ainsi contribué à informer les décideurs politiques appelés à prendre des décisions, que ce soit dans le cadre de l'adoption de lois ou de l'élaboration de budgets notamment.

Le gouvernement de l'Alberta a publié le rapport du Public Health Emergencies Governance Review Panel. L'équipe de l'IEDM a formulé des recommandations relatives à une réforme de la santé qui sont actuellement mises en œuvre par le gouvernement provincial.

Notre équipe a déposé un mémoire auprès du ministère de l'Énergie du Québec dans le cadre de ses consultations sur l'avenir énergétique de la province. Nous avons ainsi souligné la gravité de la diminution des surplus d'électricité de la province et la nécessité d'accroître la capacité des producteurs indépendants d'électricité pour qu'ils puissent répondre à la demande lorsqu'Hydro-Québec n'est pas en mesure de le faire.

Notre équipe a soumis ses recommandations budgétaires au ministère des Finances du Québec, dans le cadre de son processus de consultation prébudgétaire. Nos recommandations portaient notamment sur la mise en œuvre du projet de mini-hôpitaux privés, sur la nécessité de rétablir l'équilibre budgétaire et sur la flexibilité dont ont besoin les producteurs indépendants d'électricité.

L'équipe de l'IEDM a déposé un mémoire en opposition au projet de réforme de la loi québécoise sur l'expropriation, connu sous le nom de projet de loi 22. Nous avons fait valoir qu'une procédure d'expropriation longue et coûteuse est nécessaire, et non problématique, dans la mesure où elle protège les droits des propriétaires fonciers dans un contexte où les gouvernements veulent s'approprier leurs

terres. Les propriétaires doivent être indemnisés de manière appropriée lorsque leurs terres sont acquises par expropriation, un acte qui ne peut se comparer à une vente volontaire.

Notre équipe a fait part de ses recommandations budgétaires à la Ville de Montréal, en insistant sur la nécessité de limiter l'augmentation des dépenses consacrées au personnel. Nous avons également fait valoir que la réglementation excessive a entravé la croissance de l'offre de logements, exacerbant ainsi les récents problèmes d'abordabilité.

Notre personnel a soumis un mémoire au CRTC dans le contexte de son examen du cadre relatif aux services d'accès haute vitesse de gros. Nous avons plaidé en faveur de la suppression de la réglementation des prix de gros, en expliquant la prédominance de la concurrence basée sur les infrastructures au sein du marché canadien des télécommunications.

Nous avons déposé deux mémoires à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de ses consultations publiques sur les plans de réaménagement de Bridge-Bonaventure et sur l'avenir du quartier Griffintown. Nous avons souligné le fait que les décisions de la Ville ont bloqué la construction de milliers de nouveaux logements sur la base des limites de hauteur artificiellement basses, ainsi que les effets que des nouveaux logements offerts à valeur marchande pourraient avoir sur la disponibilité pour les familles de la classe moyenne de logements abordables par ce que l'on appelle «l'effet de déplacement».



# MÉDIAS SOCIAUX

Cette année, l'IEDM a développé sa présence sur les médias sociaux à l'aide d'une série de publications thématiques. Le Chiffre de la semaine a permis de faire ressortir certaines données clés en lien avec nos publications ou des éléments importants de l'actualité économique. Nos #BonVendredi, quant à eux, ont permis de promouvoir des nouvelles positives rendues possibles grâce à l'amélioration de la prospérité mondiale au cours des derniers siècles.

L'IEDM maintient une forte présence sur les médias sociaux. Toutes plateformes confondues, nos pages comptent 39 548 abonnés. Notre équipe œuvre à la promotion de nos publications, afin de maintenir et renforcer notre notoriété auprès de notre audience traditionnelle, mais aussi de rejoindre un public différent.

En 2023, nous avons publié à 3 414 reprises sur les médias sociaux, générant au-delà de 230 000 interactions.



## FACEBOOK

**31 429**

abonnés à nos pages

**1 676**

publications



## X

**8 119**

abonnés à la page

**1 738**

gazouillis





# NOS PRINCIPALES PUBLICATIONS

Certains thèmes de recherche sont particulièrement importants pour nous parce qu'ils sont en lien direct avec la vitalité économique du pays, ou encore parce qu'ils concernent des politiques publiques qui améliorent concrètement la qualité de vie des citoyens. Nos chercheurs ont poursuivi leur travail d'éducation économique et de recherche en 2023. Voici donc, rassemblées par thèmes, les principales publications qui ont servi à faire avancer la mission de l'institut l'année dernière.



# FINANCES PUBLIQUES

En février, nous avons lancé une publication montrant comment les mesures fédérales de soutien au revenu ont pour effet de piéger les personnes mêmes visées par ce soutien, au frais des contribuables canadiens. Avec des taux d'imposition à la participation atteignant plus de 60 % au Québec, par exemple, cette structure d'incitation pernicieuse crée des obstacles considérables à l'emploi. Nous avons proposé que les gouvernements fédéral et provinciaux adoptent un rythme plus progressif de cessation des prestations d'aide sociale, également connue sous le nom de taux de récupération, afin d'encourager les bénéficiaires de l'aide sociale aptes à l'emploi à rejoindre le marché du travail.

Comme le mois de mars est la saison des budgets, notre équipe a publié une courte étude proposant un retour plus rapide à l'équilibre budgétaire pour éviter que la hausse des taux d'intérêt ne coûte trop cher au gouvernement provincial et, en fin de compte, aux contribuables québécois. En effet, des taux d'intérêt plus élevés augmentent le montant du service de la dette que les gouvernements doivent payer sur l'argent qu'ils empruntent. Nous avons également publié un mémoire que nous avons déposé en janvier dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministère des Finances du Québec, puis nous avons diffusé un communiqué de presse dans lequel nous applaudissons les réductions d'impôt accordées par le Québec, tout en exprimant notre inquiétude au sujet du déficit.

En réponse au budget fédéral, nous avons également publié un communiqué de presse critiquant les déficits irresponsables du gouvernement et son manque d'action pour résoudre le problème de productivité du pays. Dans la même foulée, nous avons publié en avril une Note économique situant les finances publiques fédérales dans un contexte historique et évaluant la gravité de la situation en définissant les risques liés à l'endettement croissant du gouvernement. Toujours en avril, nous avons déposé un mémoire, cette fois au niveau municipal, dans le cadre des consultations prébudgétaires 2024 menées par la Ville de Montréal. Nous recommandions entre autres à la Ville de contrôler ses dépenses en matière de rémunération pour éviter d'avoir à alourdir indûment le fardeau des contribuables.

En mai, nous avons publié une étude proposant une prestation sociale complémentaire ciblée et une augmentation de la fréquence de versement des prestations de manière à encourager le travail à temps plein et ainsi contribuer à remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Une telle modification de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, qui sous sa forme actuelle ne favorise pas le travail à temps plein pour les Canadiens à faible revenu, aurait même une incidence nette positive sur les finances de l'État.



En juin, nous avons publié une Note économique, en collaboration avec l'Arab Center for Research, basé au Maroc, qui montre que Keynes lui-même se méfiait des dangers des politiques dites keynésiennes, telles qu'elles ont été reprises par les politiciens au cours des dernières années. Nous soulignons, entre autres, que l'illustre économiste britannique n'aurait pas été d'accord avec la politique de rachat d'obligations gouvernementales à l'aide de liquidités nouvellement créées, récemment adoptée par la Banque du Canada. Il aurait fait valoir – à juste titre – que la forte inflation subie par les Canadiens et d'autres populations dans le monde a été la conséquence directe de l'émission massive d'argent nouveau visant à financer les déficits publics.

Notre sondage 2023 sur les dépenses publiques et la fiscalité, publié en juillet, a révélé que 55 % des Canadiens estiment que les dépenses du gouvernement fédéral sont trop élevées. En outre, 65 % d'entre eux reconnaissent que la croissance des dépenses publiques des trois dernières années a contribué à la hausse des taux d'inflation. En matière de distribution des fonds, moins d'un Canadien sur quatre estime que le gouvernement fédéral alloue efficacement l'argent de leurs impôts aux enjeux actuels les plus importants de notre pays.

En août, nous avons publié une courte étude proposant un cadre fiscal et réglementaire plus favorable aux investissements et à l'innovation. Le Canada accuse un retard de productivité par rapport à ses pairs en raison du manque d'investissements, dans la mesure où la valeur produite par heure travaillée au Canada est inférieure de 17 % à la moyenne des pays du G7. Cet écart de productivité a une incidence directe sur notre niveau de vie, du fait que moins la valeur créée par une heure de travail est élevée, moins cette heure peut être rémunérée.

En septembre, nous avons publié un Cahier de recherche évaluant l'effet des hausses des taux d'imposition des particuliers sur l'entrepreneuriat au Canada entre 2016 et 2020, en plus de mettre en perspective leurs répercussions financières. Nos résultats démontrent que ces hausses d'impôts ont freiné la création de milliers d'entreprises, et que les recettes fédérales perçues sont équivalentes aux subventions à la production récemment promises à Volkswagen et à Stellantis. L'étude a bénéficié d'une bonne couverture médiatique au moment de sa publication et a également fourni un capital intellectuel utile à la publication d'un communiqué de presse ad hoc très percutant une semaine plus tard, alors que des subventions semblables étaient annoncées pour Northvolt.

Finalement, en décembre, nous avons publié une Note économique sur les différentes taxes et redevances qui rendent le transport aérien si coûteux au Canada. Cette publication met en lumière l'augmentation rapide des loyers perçus par le gouvernement fédéral auprès des aéroports canadiens, et souligne les effets de cette augmentation sur les frais d'améliorations aéroportuaires facturés aux voyageurs canadiens. Cette étude a bénéficié d'une très bonne couverture médiatique dans l'ensemble du pays.



# SANTÉ

En janvier, nous avons publié une Note économique montrant les avantages de lever l'interdiction relative à l'assurance maladie duplicative au Québec. Autoriser les assureurs à couvrir des services déjà pris en charge par le régime public, comme le font déjà de nombreux pays, contribuerait à réduire les temps d'attente en améliorant l'accès aux soins privés pour une part plus importante de la population. Il s'agirait d'une véritable bénédiction pour les dizaines de milliers de patients qui languissent pendant de longs mois, voire des années, sur des listes d'attente avant de recevoir le traitement dont ils ont besoin.

Au début du mois de mars, nous avons publié une courte étude sur les temps d'attente aux urgences. Ces temps d'attente sont en hausse constante au Québec, en dépit des nombreuses promesses de la classe politique. Cette étude illustre la dégradation du système hospitalier de la province et la nécessité de faire place au développement et à l'innovation en matière de soins de première ligne. Publiée conjointement avec notre classement des temps d'attente dans les salles d'urgence du Québec, il s'agit de notre plus grand succès médiatique de l'année.

Nous avons réalisé notre sondage 2023 sur les soins de santé au cours du même mois et l'avons publié au début du mois d'avril. L'enquête a révélé que 69 % des Québécois sont favorables au projet de mini-hôpitaux indépendants du gouvernement, contre seulement 18 % qui s'y opposent. En outre, six Canadiens sur dix (et sept Québécois sur dix) sont en faveur de la décentralisation du système de santé. Le cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec nous a remerciés de lui avoir communiqué directement les résultats du sondage et a indiqué que ceux-ci faisaient l'objet d'un examen attentif.

Toujours au mois d'avril, nous avons publié une courte étude sur la relation positive et solide entre la croissance économique dans les sociétés plus libres et notre capacité à vivre plus longtemps et en meilleure santé. Cette corrélation est en grande partie due à l'innovation biopharmaceutique qui est possible dans les sociétés plus riches. Nous avons également publié le même mois un communiqué de presse réfutant certaines affirmations douteuses sur le coût de la sous-traitance de traitements à des centres médicaux spécialisés. Nos chercheurs ont mis en évidence certaines lacunes méthodologiques et ont souligné que la sous-traitance de ces services est une ressource précieuse pour notre système de santé.

En juin, nous avons publié un Cahier de recherche sur les conditions à réunir pour que les mini-hôpitaux proposés au Québec améliorent l'accès aux services de première ligne, désengorgent les salles d'urgence et complètent l'offre de services existante. Nos recommandations concrètes et spécifiques portent notamment sur l'importance du financement à l'activité et de la gestion flexible des ressources humaines. Cette étude est





un élément essentiel de notre engagement en faveur de la réussite de cette réforme tant attendue, dont les autres provinces pourront s'inspirer.

En octobre, nous avons publié une Note économique sur la pénurie d'infirmières au Québec, qui examine les raisons pour lesquelles tant d'infirmières quittent la profession, surtout en début de carrière, et les moyens de remédier à ce problème. Sur 100 infirmières formées, 44 quitteront la profession avant leur 35<sup>e</sup> anniversaire. Plutôt que d'éliminer les agences de placement et les possibilités de pratique mixte, et de renforcer la position monopolistique du secteur public en en faisant le seul employeur, nous avons exhorté le gouvernement à encourager la concurrence de la part d'employeurs indépendants qui montrent la voie à suivre en offrant aux infirmières un meilleur environnement de travail. En plus de bénéficier d'une solide couverture médiatique, cette publication a été partagée sur les médias sociaux par le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, ainsi que par le secrétaire parlementaire responsable de ce dossier.

Enfin, en novembre, le rapport du Public Health Emergencies Governance Review Panel de l'Alberta a été publié, accompagné d'une annexe rédigée par l'IEDM. Notre équipe a notamment recommandé à l'Alberta d'utiliser pleinement les compétences des pharmaciens et des infirmières praticiennes afin d'améliorer l'accès aux soins de première ligne dans la province. Ces recommandations ont été intégrées au rapport principal et le gouvernement de l'Alberta a déjà indiqué sa volonté de les mettre en œuvre.





# ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

En février, nous avons publié une courte étude montrant que les efforts du Canada en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne produiront que peu ou pas de gains environnementaux à l'échelle mondiale, malgré leurs effets destructeurs pour notre économie. Nous avons souligné le risque très réel de fuite de carbone, qui consiste à exporter hors du pays les activités les plus émettrices. En effet, si les normes environnementales en vigueur dans les pays d'accueil sont moins strictes que celles du Canada, de telles fuites de carbone sont susceptibles de se traduire par une hausse des émissions mondiales.

En mai, notre équipe a publié deux Notes économiques sur des questions énergétiques. La première examinait les options visant à augmenter la production d'énergie au Québec, notamment en élargissant le rôle du gaz naturel, avant l'épuisement des surplus d'électricité de la province d'ici quelques années. Cette publication a bénéficié d'une excellente couverture médiatique, y compris de la part de certains États américains voisins. La deuxième étude portait sur le rôle des réseaux à large bande et de l'économie numérique dans la réduction de la consommation énergétique et des émissions, en permettant par exemple le télétravail. Le déploiement de la 5G contribuera davantage à la décarbonisation, grâce à des réseaux plus efficaces sur le plan énergétique et capables de supporter l'utilisation de nouvelles technologies numériques.

Nous avons publié en juillet une courte étude proposant des réformes législatives en vue de libéraliser le secteur de l'électricité au Québec, de manière à répondre aux besoins croissants de l'économie provinciale en matière d'énergie au cours des prochaines années. Nous avons notamment recommandé que les producteurs d'électricité indépendants soient autorisés à approvisionner directement d'autres entreprises et que le Québec relève le plafond de 50 MW de capacité de production pour les projets de barrages indépendants destinés à approvisionner la société d'État. Ces recommandations étaient au nombre de celles que nous avons formulées dans le mémoire déposé le même mois dans le cadre de la consultation publique sur l'avenir énergétique du Québec.

En juillet également, nous avons fait paraître une publication analysant la manière dont la croissance peut être un outil puissant pour améliorer l'environnement à long terme, particulièrement dans les sociétés économiquement libres. Nous avons notamment mis en évidence la corrélation entre la croissance du revenu moyen des habitants d'une société et la croissance du couvert forestier.

En août, nous avons fait paraître une Note économique sur l'obstruction du gouvernement fédéral aux projets de développement des ressources naturelles, lesquels contribueraient considérablement au progrès économique des peuples autochtones. Le blocage de ces projets nuit à la réconciliation économique avec les Premières Nations du Canada, un objectif que le gouvernement fédéral s'est lui-même fixé.





Le premier de nos deux sondages d'opinion sur les questions énergétiques a également été publié en août. Dans le contexte de la fin annoncée des surplus d'Hydro-Québec, 62 % des répondants québécois se sont dits favorables à l'idée de permettre aux producteurs d'électricité indépendants de vendre leur énergie directement à d'autres entreprises. Par ailleurs, les deux tiers des Canadiens (et 61 % des Québécois) se sont déclarés en faveur du développement d'oléoducs et de gazoducs vers les ports de l'Est et de l'Ouest du Canada à des fins d'exportation vers l'Europe et l'Asie.

En novembre, nous avons dévoilé les résultats de notre deuxième sondage relatif aux questions énergétiques, qui révèle que deux Canadiens sur trois soutiennent la création de corridors énergétiques, c'est-à-dire de droits de passage pour le transport d'électricité, de pétrole ou de gaz naturel. En outre, une fois que la technologie leur a été expliquée, six Canadiens sur dix reconnaissent que le captage et le stockage souterrain du carbone peuvent contribuer de manière significative à la lutte contre les changements climatiques. Un travail de sensibilisation reste cependant à faire, puisque près de la moitié des Canadiens interrogés ont avoué être peu familiers avec ce type de technologie.

Nous avons terminé l'année avec une publication sur la simplification du développement des infrastructures énergétiques grâce à l'approche du corridor énergétique. Le processus d'approbation réglementaire des projets de transport d'énergie au Canada est si long que les investisseurs se tournent de plus en plus vers d'autres pays. Les corridors énergétiques pourraient grandement contribuer à rétablir la confiance des investisseurs et à permettre à nos abondantes ressources d'être transportées et exportées là où elles sont le plus nécessaires.



# LOGEMENT

En plus de nos trois domaines de recherche traditionnels – les soins de santé, les finances publiques et l'énergie –, la question du logement est un enjeu sur lequel nous nous devons de mettre l'accent en 2023, compte tenu des préoccupations qui y sont associées, notamment pour les plus jeunes Canadiens.

En février, nous avons publié une étude montrant comment la Ville de Montréal exacerbe l'inabordabilité des logements en bloquant ou en retardant les projets de construction ou en adoptant des règlements coûteux comme le règlement «20-20-20». L'incertitude réglementaire et les exigences déraisonnables de la Ville contribuent grandement à l'augmentation des coûts de construction des logements.

En avril, ces mêmes enjeux faisaient partie des thèmes abordés dans un mémoire déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires de la Ville de Montréal pour 2024. Un autre volet abordé concernait la perception selon laquelle les locations à court terme, comme celles offertes par Airbnb, étaient une cause importante de la crise du logement. Nous avons remis les pendules à l'heure à ce sujet en soulignant que le nombre de logements annoncés sur le site populaire était de l'ordre de 10 000 sur l'île de Montréal, alors que la région métropolitaine aurait besoin de quelque 460 000 nouveaux logements d'ici 2030 pour retrouver un niveau d'abordabilité adéquat. L'effet des locations à court terme est donc négligeable face à l'ampleur du problème.

Nous avons diffusé un communiqué de presse à la fin du mois de juin pour mettre en lumière l'incapacité de la Communauté métropolitaine de Montréal à atteindre son propre objectif de 35 000 mises en chantier par an pour rétablir l'abordabilité des logements dans la région métropolitaine. Alors qu'il aurait fallu près de 15 000 mises en chantier au cours des cinq premiers mois de l'année pour atteindre son objectif, elle en avait à peine atteint 5 000. En effet, au lieu d'augmenter ses mises en chantier en 2023, comme l'ont fait Vancouver et Toronto, Montréal avait enregistré moins de la moitié des mises en chantier par rapport à la même période l'année précédente.

Nous avons poursuivi sur cette lancée au début du mois de juillet avec une courte étude faisant état des milliers de logements dont la construction a été entravée par la Ville de Montréal au cours des dernières années. Des projets représentant au total près de 24 000 logements ont été bloqués, retardés ou réduits par la Ville depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Plante en 2017, contribuant ainsi à rendre Montréal de moins en moins abordable. Par ailleurs, grâce à un « effet de déplacement », la construction de ces nouveaux logements dont la construction a été bloquée ou annulée aurait permis de libérer plus de 10 000 logements dans des quartiers moins bien nantis, dont environ 4 000 dans les quartiers les plus pauvres de Montréal. En plus de bénéficier d'une bonne couverture médiatique, cette publication a été citée dans une vidéo sur le





logement diffusée sur les médias sociaux par le chef du PCC, Pierre Poilievre, en décembre, puis il l'a citée à nouveau en janvier 2024.

Nous avons également déposé deux mémoires, l'un en juin et l'autre en août, dans le cadre des consultations publiques de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur l'avenir du quartier Griffintown et sur les plans de réaménagement de Bridge-Bonaventure. Nous avons notamment critiqué les limites de hauteur artificiellement basses imposées par la Ville et souligné l'importance de l'effet de déplacement évoqué dans notre publication de juillet sur le logement.



# UNE SITUATION FINANCIÈRE SAINES

L'année 2023 a marqué un retour à la normale pour l'IEDM sur le plan financier, après avoir connu un rare déficit en 2022. En effet, nous avons été en mesure de dégager un surplus budgétaire de 144 137 \$ en 2023. Nous nous rapprochons ainsi de notre objectif de disposer d'une réserve suffisante pour couvrir une année complète d'opération conformément aux meilleures pratiques applicables aux think tanks. Cette réserve s'établit présentement à 2 908 596 \$, ce qui représente 11 mois d'opération.

Les revenus totaux de l'IEDM en 2023, y compris les revenus de placement, ont atteint 3 223 255 \$. Quant aux dépenses totales, elles se sont élevées à 3 079 118 \$. Malgré un déficit opérationnel de 153 628 \$, l'IEDM a terminé l'année 2023 en bonne santé financière, grâce à un surplus budgétaire.

Les astres semblent alignés pour que l'IEDM continue de croître en 2024, avec le lancement du programme Liberté et leadership. Notre situation financière avantageuse nous donne effectivement les moyens de nos ambitions en ce sens.

Nous sommes également fiers de constater que nos efforts de financement ont été plus fructueux en 2023, nous rapprochant ainsi des seuils historiques atteints par l'IEDM avant la pandémie. Au cours des prochaines années, nous chercherons à atteindre de nouveaux sommets afin de réaliser d'ambitieux projets d'éducation économique au bénéfice de l'ensemble de la population canadienne.



Président et directeur général





910, rue Peel, bureau 600  
Montréal (Québec) H3C 2H8  
**T** 514.273.0969 **F** 514.273.2581

150, 9<sup>e</sup> avenue SW, bureau 2010  
Calgary (Alberta) T2P 3H9  
**T** 403.478.3488

**IEDM.ORG**